

**Séance du Conseil Général de la Seine-Saint-Denis - Jeudi 11 février 2010**  
**Débat d'Orientations Budgétaires**  
**Stéphane TROUSSEL**

*Président du Groupe des Elus Socialistes et Gauche Citoyenne*  
*Vice-président du Conseil Général de Seine-Saint-Denis*  
*Conseiller général de La Courneuve*

---

Le débat d'orientations budgétaires c'est chaque année l'occasion d'abord d'appréhender le contexte et de fixer des objectifs pour notre collectivité.

**En ce qui concerne le contexte, j'ai envie de dire – permettez moi cette expression triviale si le moment n'était pas si grave – que nous sommes vernis.**

Tous les orateurs qui m'ont précédé – sauf ceux de l'opposition qui persistent à refuser de regarder la réalité en face et à continuer à ne voir que des raisons locales dans la situation budgétaire de notre département – la mauvaise gestion de la Gauche socialo-communiste, la communication du conseil général - tous les orateurs ont rivalisé de formules pour dire à quel point cette année, le budget du Conseil général n'aura jamais été aussi contraint et impossible à faire.

Monsieur Chaussat, vous accusez le président du Conseil général de mener cette campagne sur l'étranglement financier des collectivités locales en raison des échéances électorales ? Et les dépenses correspondantes devraient, selon vous, être assimilées à des dépenses électorales. C'est une plaisanterie et j'ai envie de vous dire « chiche » ! Vous voulez que l'on intègre aux comptes de campagne de vos candidats les frais correspondant aux moyens de l'Etat mobilisés par le président de la République quand il est venu dans notre département, à Aubervilliers, au conseil national de l'UMP pour introniser ses têtes de listes aux régionales ! Il est vrai que depuis, devant la « *bérézina* » annoncée, Nicolas Sarkozy a renoncé à faire campagne !

Pour revenir de manière sérieuse à notre débat, bien sur chaque année l'ensemble des collectivités locales sont dans un bras de fer avec l'Etat sur les moyens qu'il leur alloue, mais cette année – chacun le mesure - c'est une étape supplémentaire qui est franchie. Et cette année ce sont surtout les Départements qui subiront les projets gouvernementaux, mais vous le savez, nous le savons, nous le craignons, pour nous qui sommes aussi élus communaux, la prochaine étape, elle est pour les communes et les agglomérations. Puis viendra celle de la protection sociale que le gouvernement voudra remettre en cause après les échéances électorales.

La raison fondamentale n'est pas liée seulement à la situation budgétaire désastreuse de l'Etat. Même si compte tenu de l'état dans lequel les gouvernements de droite qui se succèdent depuis 2002 ont mis les finances de notre pays, elle pourrait suffire à elle seule tant ils l'ont profondément dégradée et mis à genoux vu leurs mauvais choix budgétaires, économiques et financiers aussi injustes qu'inefficaces. La raison de cette situation faite aux collectivités locales est profondément politique, il ne s'agit pas seulement de choix de gestion liés à la crise ou à la bonne gouvernance. Oui, il s'agit d'un choix politique. C'est le choix d'un président de la République qui il y a bientôt trois ans n'avait pas de mots assez dur pour dénoncer ce modèle social français fait de garanties collectives et de services publics. C'est le choix d'un président de la République qui, avant l'éclatement de la bulle spéculative immobilière américaine, vantait le développement dans notre pays des subprimes. C'est le choix d'un président de la République qui aujourd'hui prend des accents révolutionnaires à faire pâlir notre collègue-camarade Jean-Jacques Karman mais dont nous n'oublions pas qu'au lendemain de son élection, il allait s'agenouiller devant l'Amérique de G.Bush.

Si l'an dernier, à l'occasion du même exercice, nous évoquions encore presque tranquillement les effets sur notre budget de l'acte 2 de la décentralisation, les conséquences de la crise économique internationale, les incertitudes institutionnelles et financières qui pesaient sur les collectivités locales, cette année c'est clair, c'est autre chose qui est en train de se jouer, au-delà même de l'étranglement financier des collectivités locales. « *C'est une certaine idée de la France* », comme aurait dit le Général de Gaulle.

Dès lors, le président du Conseil général a raison de sonner l'alarme, de proposer une préparation budgétaire inédite, parce que ce contexte si particulier justifie la mobilisation générale.

Ce débat n'est pas politicien. Il dépasse nos contingences politiques. Et je vous le dis sincèrement mes chers collègues, à ceux de l'opposition d'abord qui acceptent parfois en aparté, en dehors des tribunes, de reconnaître ce contexte si particulier. A nos collègues du groupe communiste bien sur : on ne peut pas nous appeler, appeler le président du Conseil Général à une mobilisation plus grande encore, à mener la bataille politique, la bataille des idées, et en même temps d'une certaine manière faire comme d'habitude. Ce contexte nous interdit aux uns et aux autres de rechercher des petits positionnements politiques pour ne pas dire politiques, pour savoir qui seront les meilleurs messieurs plus ou les méchants messieurs moins afin de tenter de tirer son épingle du jeu. Certes nous sommes ici porteurs de différences ou de nuances sur le projet de société que nous défendons, quant à l'appréciation que nous portons sur l'action de tel ou tel gouvernement, sur les orientations de la politique départementale. Mais ne pouvons nous pas faire fi, un instant, un instant seulement, de ces spécificités tout à fait honorables pour des hommes et des femmes engagés comme nous tous dans la vie politique, quand ce qui est en cause c'est la pérennité même des missions que nous exerçons au service de nos concitoyens ?

A travers l'asphyxie financière des collectivités, à travers la volonté de ré-organiser, de dés-organiser nos territoires, de re-centraliser le pouvoir dans notre pays ce qui est train de se jouer c'est une certaine conception de notre République.

Depuis bientôt 30 ans, la décentralisation avait progressivement fait consensus dans notre pays, alors même que des oppositions larges s'étaient élevées au moment du vote des lois Defferre.

Nicolas Sarkozy rompt aujourd'hui avec ce consensus national. Pour y parvenir, c'est toujours la même méthode, celle du « *sarkozysme triomphant* » qui est appliqué au débat sur l'organisation territoriale : on commence par stigmatiser les acteurs – en l'espèce les élus locaux qui auraient failli. Le diagnostic gouvernemental est sans ambiguïté : « *trop* », il y a *trop* d'élus, ils coûtent *trop* cher, et il y a *trop* d'échelons. L'objectif viserait donc à réduire. Le diagnostic est contestable.

Il y a certes beaucoup d'élus en France 525 000, mais l'essentiel est constitué d'élus communaux la plupart du temps bénévoles non rémunérés. Le coût global de la fonction politique locale s'élève à 28 millions d'euros, soit à peine 0,01% des dépenses locales ! Le budget de l'Elysée atteint 112 millions d'euros, les frais de personnel de la présidence de la République 70 millions d'euros soit 2,5 fois plus que le coût de tous les élus locaux réunis.

Une autre idée fautive à laquelle il faut tordre le coup, c'est celle qui consiste à faire croire à nos concitoyens qu'avec nos trois niveaux de collectivités, notre pays constituerait une anomalie coûteuse et inefficace. Dans les grands Etats européens, il y a trois niveaux de collectivités correspondant aux communes, départements, régions.

La réalité c'est que la réforme territoriale se perd entre électoralisme et recentralisation.

Et bien comme disait Jean Jaurès « *le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire, c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant* ».

Alors, ne vous en déplaise mesdames messieurs de l'opposition, nous ne nous laisserons pas faire. Nous continuerons d'alerter nos concitoyens tant que le gouvernement s'obstinera à vouloir détruire les services publics en détruisant les collectivités locales.

Nous continuerons à dire que les collectivités locales, c'est 73% de l'investissement public en France, contre 27% pour l'Etat.

Nous continuerons à dire que les collectivités locales, c'est seulement 9,7% de la dette publique, contre 87% pour l'Etat.

Nous continuerons à démontrer à nos concitoyens qu'aujourd'hui, dans un pays moderne comme la France, les collectivités locales sont du côté de la création d'emploi, de la croissance et de la solidarité.

Nos concitoyens doivent se rendre compte que derrière ce projet, se cache en fait une entreprise de casse du service public à la française. Nous ferons tout que ce message soit entendu.

Nous ne nous laisserons pas faire parce que nous refusons de nous résigner, nous refusons de renoncer à notre ambition pour la Seine Saint-Denis et ses habitants sans livrer bataille. Nous croyons que c'est ici que cela se joue pour la République. Parce que les habitants de Seine Seine Denis sont jeunes, divers, dynamiques, nous croyons que c'est ici que la France de demain est en train de s'inventer. C'est donc ici plus qu'ailleurs que la République doit tenir sa promesse d'égalité.

Monsieur Chaussat, vous nous avez beaucoup critiqué, beaucoup critiqué le document d'orientations budgétaires que nous avons présenté. Certes c'est votre rôle. Mais n'attendez pas le budget pour faire des amendements. C'est maintenant qu'il faut formuler vos propositions. Nous n'en avons entendu aucune de votre part !

**Et bien, pour notre part, nous ne renoncerons pas, et dans ce contexte si particulier, nous faisons le choix d'assumer nos responsabilités, toutes nos responsabilités, parce que rien ne serait pire que d'abandonner nos concitoyens, qui nous ont fait confiance pour les défendre et défendre la Seine Saint-Denis.**

**Assumer nos responsabilités**, c'est d'abord exiger de l'Etat ce qu'il nous doit. C'est le sens des initiatives, des rencontres organisées déjà par le président du Conseil Général.

Elles vont se poursuivre jusqu'à l'adoption du Budget Primitif et après.

Elles vont se poursuivre pour obtenir une dotation exceptionnelle qui prenne en compte les transferts de charge non compensés et les spécificités notamment sociales de notre département. Elles vont se poursuivre y compris sur le plan juridique, et la reconnaissance par la justice administrative du bien-fondé de nos actions sur la question de la protection de l'enfance constitue un encouragement à poursuivre.

**Assumer nos responsabilités**, c'est refuser la fuite en avant budgétaire, c'est continuer de passer en revue l'ensemble de nos actions et de nos pratiques pour maîtriser nos dépenses de fonctionnement. Mais qui peut croire que cela constituerait des marges suffisantes au regard des 640 millions d'euros (dont 177 pour le seul exercice 2010) de charges non compensées induites depuis 2004 par les transferts de compétences auxquels nous avons du faire face ? Mais en même temps personne ne comprendrait non plus que nous soyons aujourd'hui oublieux de ce que nous disions hier. Personne ne comprendrait non plus que nous laissions filer les choses sans prendre nos responsabilités alors que, sans changement politique majeur dans le pays, nos recettes ne connaîtront plus – même dans le cas d'une forte reprise économique si peu imaginable aujourd'hui – le dynamisme qu'elles ont connu par le passé. Il n'est pas possible plus longtemps de payer des dépenses pérennes – si utiles fussent-elles - avec des recettes aléatoires. Nous n'hypothéquons donc pas l'avenir. Nous assumons donc l'orientation qui consiste à maîtriser de manière rigoureuse les dépenses de fonctionnement. Les cérémonies de vœux et la réduction de la pagination du magazine départemental l'an dernier, les cartes de vœux, diverses initiatives supprimées cette année, les frais de publicité et de relations publiques parce qu'ils sont emblématiques seront donc encore plus cette année mis à contribution. Après plus de 10% de réduction en 2009, c'est 20% de moins que vous nous proposerez cette année. D'autres choix bien plus douloureux devront certainement être faits d'ici le vote du budget pour tenter si c'est encore possible de parvenir à l'équilibre budgétaire. C'est à l'aune de leur utilité pour nos concitoyens les plus fragilisés par la crise et par les choix gouvernementaux qu'ils devront être effectués.

**Assumer nos responsabilités**, c'est maîtriser notre endettement. Nous avons à plusieurs reprises eu des échanges parfois vifs y compris au sein de la majorité départementale sur cette question. Je n'y reviendrai donc pas. Chacun connaît l'importance de notre dette et sa structure pour comprendre que ce n'est pas de ce côté ci que des marges de manoeuvre conséquentes existent.

**Assumer nos responsabilités**, c'est ajuster strictement nos investissements à notre capacité à faire et aux échéances indispensables aux projets structurants pour notre département. C'est donc de pas entamer nos potentialités pour l'avenir, tant nos investissements ont été trop longtemps historiquement trop peu élevés.

Il faut donc préserver au maximum nos capacités de préparer l'avenir par une attention vigilante à nos investissements relatifs aux **équipements éducatifs**, à nos **infrastructures de transports**, au **développement économique** de notre territoire et aux **parcours résidentiels** de nos concitoyens.

Tel est Monsieur le Président, mes chers collègues, l'état d'esprit – combattif - des élus du groupe socialiste et gauche citoyenne, à ce stade du débat sur les orientations budgétaires du Département pour l'année 2010.